

Consommer moins, épargner plus : pourquoi les Français se réfugient dans l'attentisme



Le brouhaha médiatique qui entoure le grand débat qui n'en finit pas crée chez nos compatriotes un sentiment anxiogène.

Avec Michel
Garibal

La multiplicité des revendications exprimées, le sentiment qu'il sera pratiquement impossible de dégager un consensus qui satisfasse un minimum d'entre elles développe un sentiment de méfiance d'autant plus grand que le gouvernement lui-même paraît divisé, les ministres exprimant publiquement des points de vue souvent contradictoires comme s'il n'y avait plus de pilote dans l'avion. Emmanuel Macron poursuit imperturbablement ses monologues interminables qui finissent par donner une impression d'isolement. Et les Français se réfugient dans une attitude qu'ils ont souvent manifestée dans le passé : celle du repli sur soi, du refus de tout, comme si toute mesure nouvelle devait être une sorte d'atteinte à leur situation présente et conduire à une perte de pouvoir d'achat. Ainsi, les quatre cinquièmes de la population s'arcboute sur l'âge de soixante-deux ans pour la retraite, en refusant toute prolongation de la durée du travail. On en a une preuve dans les dernières statistiques sur le comportement économique : nos compatriotes consomment moins : les dépenses de produits alimentaires sont en repli par rapport à l'année précédente, alors que la population continue d'augmenter. En revanche, ils épargnent davantage comme le prouvent les sommes déposées sur les livrets ou l'assurance-vie, malgré les rendements dérisoires que procurent ces placements.

Aujourd'hui, c'est donc l'attentisme qui prévaut, d'autant que la conjoncture ne paraît pas porteuse. Sous l'effet du ralentissement de la croissance dans le monde, particulièrement fort en Allemagne et en Italie, le gouvernement réduit la voilure, en révisant en baisse ses prévisions pour l'année en cours. Et l'optimisme de façade qu'il affiche toujours pour la fin du quinquennat ne convainc personne, étant donné les difficultés éprouvées pour transformer le modèle français. Le pays est pourtant submergé de lois et de textes nouveaux, mais l'impression prévaut que l'on dépasse rarement le niveau des intentions. Le marché du travail n'évolue guère, alors que l'on a doté les entreprises de pouvoirs étendus pour s'adapter à la moyenne de nos partenaires étrangers. Pour l'instant, on négocie seulement à la marge, sur des détails et rarement sur le fond, en raison de l'hypersensibilité des partenaires sociaux à tout ce qui touche au modèle social, comme si l'organisation du travail ne devait pas être un objet de débat.

Par ailleurs, de grands principes affichés au moment de l'élection présidentielle ont été abandonnés avec la crise provoquée par les gilets jaunes. On ne diabolise plus la dette publique qui continue de caracoler de plus belle, en profitant des taux d'intérêt particulièrement bas et dont on pense désormais qu'ils vont se perpétuer pendant plusieurs années. Le retour à l'équilibre budgétaire est ignoré, la France restant ainsi une exception dans le concert européen. Bref, on voit de moins en moins l'originalité d'une politique qui tend à se couler dans le moule des quinquennats précédents.

D'autant que l'un des moteurs essentiels de l'activité, celui de la construction, a été coupé. Les mises en chantier sont en diminution

sensible, alors que le marché du logement est toujours le reflet de la bonne santé d'une économie. Malheureusement, Emmanuel Macron l'a assimilé à la rente, justifiant le traitement spécial de la taxation inaugurée par l'IFI, qui a pris la relève de l'ISF et pourrait d'ailleurs être durcie dans le cadre des mesures qui seront annoncées prochainement à la suite du grand débat. Au total, on ne voit guère aujourd'hui ce qui pourrait éloigner les Français de la morosité ambiante.